

## Patrick Devedjian : «Génocide des Tutsis au Rwanda : quel a été le rôle de la France ?»

C'est en vain que l'on tente de faire oublier le sinistre génocide des Tutsis par les Hutus, en 1994, où l'attitude de notre pays laisse paraître bien des ambiguïtés que le temps n'éclaircit pas encore, ce qui adviendra immanquablement



© CD92-Olivier Ravoire

« On a beau faire, le souvenir des grandes persécutions ne se perd point, et, quand on a semé l'injustice, on en recueille tôt ou tard les fruits ». Ainsi s'exprimait Alexis de Tocqueville au retour d'un voyage en Irlande qui lui avait fait voir combien la rancune de la population demeurait tenace au souvenir d'avoir été affamée par l'Angleterre. On en voit les traces aujourd'hui même, y compris sur [la question du Brexit](#).

C'est donc en vain que l'on tente de faire oublier le sinistre génocide des Tutsis par les Hutus, en 1994, où l'attitude de notre pays laisse paraître bien des ambiguïtés que le temps n'éclaircit pas encore, [ce qui adviendra immanquablement](#). Après plusieurs ouvrages, [le beau livre et témoignage de Guillaume Ancel](#) « *Rwanda, la fin du silence, témoignage d'un officier français* », (Les Belles Lettres, 2018), laisse un goût d'amertume quant à l'omerta que notre Etat et ses agents entretiennent sur des événements qui posent en conscience bien des questions.

Coup d'Etat. Depuis 1959, il existe au Rwanda une profonde opposition entre la population Hutu appuyée par les Forces Armées Rwandaises (FAR) et la population Tutsi animées par le Front Patriotique Rwandais (FPR), au point que l'ONU a installé une force de 2 500 hommes (la MINUAR), pour tenter de concilier les parties et maintenir la paix. Un attentat est perpétré contre l'avion qui transporte le président Habyarimana le 6 avril 1994. Le président Habyarimana est un général Hutu qui a pris le pouvoir par un coup d'Etat en 1973 et qui est soutenu par la France, la Belgique et le Zaïre. L'attentat déclenche en réaction à Kigali, une

série de massacres contre les Tutsis, dont l'assassinat de la Première Ministre, Hutu modérée, et des dix casques bleus qui la protègent.

Nos troupes, sensibles à la détresse des victimes, intervinrent bien souvent pour les protéger, mais bien moins que si cela avait été réellement leur mission principale

Un gouvernement intérimaire constitué d'extrémistes Hutus, « le Hutu Power » s'installe. La France et la Belgique évacuent leurs ressortissants et l'ONU réduit ses troupes de 2 500 à 270 hommes tandis qu'un génocide est engagé contre les Tutsis et fera en, quelques semaines, un minimum de 800 000 morts sur une population de 6 millions d'habitants. [Il s'agit bien d'un génocide car hommes, femmes, enfants, vieillards sont exterminés sur la seule base de leur appartenance Tutsie et à la suite d'un plan concerté.](#) Il est projeté de longue date, mis en œuvre en trois mois par le gouvernement intérimaire du « Hutu Power ». Le Tribunal Pénal International a d'ailleurs condamné le Premier ministre intérimaire qui a plaidé coupable.

Les forces Tutsies groupées au sein du FPR réussissent à mettre en fuite les FAR gouvernementales et deviendront maîtres du pays le 17 juillet 1994, les forces Hutues se réfugiant au Zaïre. [La France lance l'opération Turquoise sous l'égide de l'ONU le 22 juin 1994.](#) Le capitaine Ancel rejoint le 2<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie de la Légion Etrangère : « Il s'agit de réaliser un raid terrestre sur Kigali, la capitale du Rwanda, pour remettre en place le gouvernement ». Sa mission personnelle « dégager un couloir en guidant les frappes d'avions de chasse, couloir dans lequel la compagnie de légionnaires s'engouffre, suivie par d'autres unités aguerries. La rapidité est telle que les unités d'en face ne doivent pas avoir le temps de se réorganiser tandis que nous rejoignons aussi vite que possible la capitale, Kigali, pour remettre les insignes du pouvoir au gouvernement que la France soutient » : c'est-à-dire le gouvernement génocidaire, issu d'un coup de force !

Aujourd'hui le temps est venu de dire la vérité aux Français, si douloureuse soit-elle

Opération humanitaire. Mais cela va échouer car l'armée française arrive après que les forces tutsies du FPR, venues du Zaïre, aient repris l'avantage. Nos troupes qui tiennent la frontière entre le Zaïre et le Rwanda laissent passer, sur instruction, les génocidaires en fuite. Elles avaient auparavant reçu l'ordre de stopper par le feu des armes les forces tutsies. Mais, nous dit le capitaine Ancel, cet ordre est annulé le 1<sup>er</sup> juillet 1994. Ce témoignage est important car c'est sans doute à ce moment que le gouvernement français a renoncé à soutenir ses insoutenables alliés.

Présentée comme une opération humanitaire, [l'opération Turquoise était en fait constituée d'unités de combat et avait pour mission de soutenir le gouvernement génocidaire,](#) client traditionnel de la France, tandis que les Tutsis étaient confortés par le gouvernement américain. Nos troupes, sensibles à la détresse des victimes, intervinrent bien souvent pour les protéger, mais bien moins que si cela avait été réellement leur mission principale. Elles ne purent empêcher leur nombre considérable. Il est probable que les informations terribles qu'elles ont fait remonter ont conduit à changer de politique, alors que la France avait fait à l'origine un choix politique, contre l'honneur, et a perdu sur tous les tableaux, puisque les Tutsis et les Hutus modérés ont gagné et ne nous le pardonnent pas, à juste raison.

Aujourd'hui le temps est venu de dire la vérité aux Français, si douloureuse soit-elle. C'est à juste raison que Guillaume Ancel conclut son propos par la belle citation de Raymond Aron au moment de la tragédie algérienne : « Nous vivons en une patrie qui n'oblige aucun citoyen

à mentir pour elle et où la recherche d'une vérité, si dure soit-elle, peut n'être pas contraire au bien commun ».

<https://www.lopinion.fr/edition/international/patrick-devedjian-genocide-tutsis-rwanda-quel-a-ete-role-france-146127>